

22 mai 1979 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

COMMUNIQUE FINAL PUBLIE A LA SUITE DE LA VIEME CONFERENCE FRANCO- AFRICAINNE, KIGALI 21 - 22 MAI 1979

A L'INVITATION DU GENERAL-MAJOR HABYARIMANA JUVENAL, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE RWANDAISE ET PRESIDENT-FONDATEUR DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT, LA CONFERENCE FRANCO - AFRICAINE S'EST REUNIE A KIGALI LES 21 ET 22 MAI 1979 `DATE`. LES CHEFS_D_ETAT, LES CHEFS DE GOUVERNEMENT ET LES CHEFS DE DELEGATION DES PAYS SUIVANTS ONT PARTICIPE AUX ENTRETIENS : BENIN, BURUNDI, COMORES, CONGO, COTE_D_IVOIRE, DJIBOUTI, EMPIRE CENTRAFRICAIN, FRANCE, GABON, HAUTE-VOLTA, MALI, MAURICE, MAURITANIE, NIGER, RWANDA, SENEGAL, SEYCHELLES, TOGO, ZAIRE.

- ASSISTAIENT EGALEMENT A CETTE REUNION, EN_QUALITE D'OBSERVATEURS, DES DELEGATIONS DU CAP-VERT, DE LA GUINEE BISSAU, DU LIBERIA, DU MAROC ET DE SAO-TOME ET PRINCIPE.

- LES CHEFS_D_ETAT, LES CHEFS DE GOUVERNEMENT ET LES CHEFS DE DELEGATION SE SONT FELICITES DES RESULTATS POSITIFS OBTENUS LORS DE LA REUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES QUI S'EST TENUE A KIGALI DU 24 AU 26 AVRIL 1979 `DATE`. ILS ONT APPROUVE L'ORDRE_DU_JOUR PROPOSE PAR LES MINISTRES AINSI QUE LES RECOMMANDATIONS QU'ILS ONT FORMULEES A LEUR INTENTION. LES CHEFS_D_ETATS, LES CHEFS DE GOUVERNEMENT ET LES CHEFS DE DELEGATION ONT EXAMINE SUCCESSIVEMENT LES DIVERS POINTS INSCRITS A L'ORDRE_DU_JOUR, QUI ONT DONNE _LIEU A DES DISCUSSIONS CORDIALES ET APPROFONDIES

-\

A LA SUITE DES EXPOSES ET DES DISCUSSIONS INTERVENUES SUR LA SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE ET SES INCIDENCES SUR LE CONTINENT AFRICAIN, LES CHEFS_D_ETAT, DE GOUVERNEMENT ET DE DELEGATION ONT CONSTATE QUE LES RELATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONNALES RESTENT CARACTERISEES PAR UN DESEQUILIBRE PERMANENT ENTRE LES PAYS DEVELOPPES ET CEUX QUI SONT EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. ILS ONT EN-PARTICULIER DEPLORE LA PERSISTANCE DE L'INFLATION, LA DETERIORATION DES TERMES DE L'ECHANGE, LA DIMINUTION DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT ET L'AGGRAVATION DE L'ENDETTEMENT DU TIERS-MONDE.

- LES PARTICIPANTS ONT RECONNU LA NECESSITE DE REMEDIER RAPIDEMENT A CETTE SITUATION NOTAMMENT PAR L'ACCROISSEMENT DU VOLUME DE L'AIDE PUBLIQUE POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF DE 0,70 % DU PNB FIXE EN 1971 PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS-UNIES, L'ALLEGEMENT, LE REAMENAGEMENT, LA REMISE TOTALE OU PARTIELLE DES DETTES. A CET EGARD, LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE A ANNONCE LES DECISIONS IMPORTANTES PRISES PAR SON PAYS, SOUS RESERVE DE L'APPROBATION DU PARLEMENT, A SAVOIR :

- AUGMENTATION SIGNIFICATIVE DE L'AIDE FRANCAISE AUX INVESTISSEMENTS DANS-LE-CADRE DU BUDGET 1980, LA DOTATION CORRESPONDANTE DU FAC, DEVANT ETRE PORTEE A 1 `SOMME` MILLIARD DE FRANCS FRANCAIS, SOIT UN ACCROISSEMENT D'ENVIRON 50 % `STATISTIQUE` PAR-RAPPORT AU BUDGET PRECEDENT £

- REMISE DE DETTES PUBLIQUES, DE-L-ORDRE DE 630 MILLIONS DE FRANCS FRANCAISE EN_FAVEUR D'UN CERTAIN NOMBRE DE PAYS LES PLUS DEFAVORISES.

- APRES S'ETRE FELICITES DE CES MESURES, LES CHEFS_D_ETAT, DE GOUVERNEMENT

ET DE DELEGATION ONT DEMANDE A LA FRANCE D'ETRE LEUR INTERPRETE AUPRES DE LA COMMUNAUTE_ECONOMIQUE_EUROPEENNE ET DES AUTRES PAYS INDUSTRIALISES POUR TROUVER UNE SOLUTION SATISFAISANTE A CES PROBLEMES

-\

LA CONFERENCE A EU UN ECHANGE_DE_VUE APPROFONDI SUR LES POSSIBILITES D'INDUSTRIALISATION ET DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE. L'ACCENT A ETE MIS SUR LES PROCEDURES BILATERALES SUSCEPTIBLES D'ACCELERER LES MODALITES DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE AUX DIFFERENTS NIVEAUX SOUHAITES. LES PARTICIPANTS ONT NOTAMMENT NOTE AVEC SATISFACTION LES DISPOSITIONS DE LA FRANCE A APPORTER SA CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT DES PAYS AFRICAINS PAR LA COOPERATION INDUSTRIELLE, LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE CADRES AFRICAINS VALABLES, LA MISE EN_OEUVRE D'UNE TECHNOLOGIE ADAPTEE AUX CONDITIONS LOCALES ET L'ASSISTANCE AUX PAYS AFRICAINS DANS LA RECHERCHE DES CONDITIONS FAVORABLES A LEUR INDUSTRIALISATION TELLE QUE L'OBTENTION DE L'ENERGIE A BAS PRIX. LES CHEFS_D_ETAT, DE GOUVERNEMENT ET DE DELEGATION ONT DECIDE DE RELANCER TRES FERMEMENT CES QUESTIONS LORS DES INSTANCES INTERNATIONALES ET NOTAMMENT A L'OCCASION DU VEME CNUCED ET ONT EMIS LE VOEU DE VOIR LA FRANCE APPUYER TRES ACTIVEMENT LEUR DEMARCHE

-\

DES EXPOSES FAITS A LA REUNION, IL RESSORT QUE LE FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT `FAD` MAINTIEN SA VOCATION PRIORITAIRE QUI EST D'ORIENTER SON ACTION VERS LE SECTEUR AGRICOLE ET D'ACCROITRE LA PRODUCTIVITE DES ZONES RURALES, MAIS QUE SES RESSOURCES SE TROUVENT SENSIBLEMENT ENTAMEES. ILS ONT NOTE AVEC SATISFACTION QUE LA FRANCE A DECIDE DE CONTRIBUER AU CAPITAL DE LA BAD POUR UN MONTANT AVOISINANT 500 `SOMME` MILLIONS DE FRANCS FRANCAIS CE QUI LUI PERMETTRA D'OCCUPER UN SIEGE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION. ILS ONT EGALEMENT NOTE AVEC INTERET QUE LA FRANCE AVAIT DECIDE DE CONTRIBUER POUR UN MONTANT SUPPLEMENTAIRE DE 50 MILLIONS DE DOLLARS AU FAD. LES CHEFS_D_ETAT, LES CHEFS DE GOUVERNEMENT ET LES CHEFS DE DELEGATION ONT ETE INFORMES DE L'_ETAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN_PLACE DU FONDS DE SOLIDARITE AFRICAIN. ILS REAFFIRMENT LEUR VOLONTE DE PORTER LE CAPITAL DU FONDS DE 5 A 15 MILLIARDS `MONTANT` DE FRANCS CFA

-\

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE A RENDU _COMPTE DES CONTACTS PRIS AVEC DIVERS PAYS INDUSTRIALISES AU SUJET DE SON INITIATIVE VISANT A CREER UN INSTRUMENT EXCEPTIONNEL DE PROMOTION POUR L'AFRIQUE. CES CONTACTS ONT CONDUIT A S'ORIENTER VERS LA FORMULE D'UN PROGRAMME DE PREFERENCE A CELLE D'UN FONDS. UNE CONVERGENCE DE VUES A ETE CONSTATEE AU-NIVEAU DES EXPERTS DES PAYS CONTRIBUTEURS ET LA FRANCE POURSUIVRA SES EFFORTS EN_VUE DE PARVENIR AUSSITOT QUE POSSIBLE A UN ACCORD SUR LES QUESTIONS EN SUSPENS. LES PARTICIPANTS A LA CONFERENCE ONT RAPPELE L'INTERET QU'ILS PORTENT A LA MISE EN_OEUVRE DE CE PROJET. EN_OUTRE, ILS ONT LANCE UN APPEL AUX PAYS INDUSTRIALISES CONCERNES POUR QU'ILS CONTRIBUENT A SON HEUREUX ABOUTISSEMENT

-\

LA CONFERENCE A ETE INFORMEE DE L'_ETAT D'AVANCEMENT DE LA RENEGOCIATION DE LOME APRES LA 3EME REUNION MINISTERIELLE DES NEGOCIATIONS DE FREEPORT (BAHAMAS, 23 - 24 MARS 1979 `DATE`). LES PARTICIPANTS SE SONT FELICITES DES PROGRES APPRECIABLES REALISES SUR UN CERTAIN NOMBRE DE POINTS. ILS ONT NOTE QUE LA DISCUSSION RESTE ENCORE OUVERTE SUR PLUSIEURS QUESTIONS FONDAMENTALES RELATIVES A LA COOPERATION COMMERCIALE, LA STABILISATION DES RECETTES D'EXPORTATION, LA COOPERATION INDUSTRIELLE, LA COOPERATION FINANCIERE ET TECHNIQUE TOUJOURS ILS ONT SOULIGNE LA VOLONTE POLITIQUE

FINANCIERE ET TECHNIQUE. TOUTES CES MESURES SONT SOULEVEES EN VUE DE LA VOLONTE ET CERTITUDE D'ABOUTIR. LES CHEFS_D_ETAT, LES CHEFS DE GOUVERNEMENT ET DE DELEGATION RECOMMANDENT L'INTERVENTION PERSONNELLE DES ETATS PARTICIPANTS AUPRES DE CEUX DES ETATS MEMBRES DE LA CEE AVEC LESQUELS ILS ENTRETIENNENT DES RELATIONS AMICALES ET PRIVILEGIEES EN_VUE DE LES SENSIBILISER SUR LES POSITIONS DE NEGOCIATION DES ACP. D'UNE MANIERE GENERALE, LA CONFERENCE LANCE UN APPEL A LA FRANCE POUR TRADUIRE FIDELEMENT LES PREOCCUPATIONS DES ETATS ACP AUPRES DE SES PARTENAIRES DE LA CEE ET DES AUTRES PAYS INDUSTRIALISES. CONCERNANT LA MENTION DES DROITS DE L'HOMME DANS LA FUTURE CONVENTION, LES PARTICIPANTS SE SONT PRONONCES POUR UNE FORMULATION VISANT L'OBJECTIF DE PROMOTION DE LA PERSONNE HUMAINE. CETTE FORMULATION DEVRAIT PRENDRE PLACE DANS LE PREAMBULE OU REVETIR TOUTE AUTRE FORME ACCEPTABLE PAR LES PARTIES

-\

ABORDANT LA SITUATION QUI PREVAIL DANS LA REGION DU SAHEL, TOUJOURS VICTIME DE LA SECHERESSE, LES PARTICIPANTS A LA CONFERENCE ONT ECHANGE DES VUES SUR LES ACTIVITES DU COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS CETTE REGION PAR LA MISE EN_OEUVRE DE PROJETS DITS DE PREMIERE GENERATION EN_VUE DE PARVENIR A UNE AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE EFFECTIVE DES ETATS CONCERNES. APRES AVOIR REMERCIÉ LES NATIONS QUI ONT APPORTE LEUR_CONCOURS AUX PAYS DU SAHEL, LA CONFERENCE A, DE NOUVEAU, EXPRIME SA SOLIDARITE A L'EGARD DES PAYS TOUCHES PAR LA SECHERESSE ET A LANCE UN APPEL A CES NATIONS AMIES POUR QU'ELLES POURSUIVENT LEURS EFFORTS, NOTAMMENT SUR-LE-PLAN FINANCIER, POUR AIDER CES PAYS A REALISER LEUR AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET LEUR DEVELOPPEMENT INTEGRE. LA CONFERENCE A EGALEMENT DEMANDE A LA FRANCE D'ENVISAGER DES MESURES APPROPRIÉES EN_FAVEUR DES PAYS VICTIMES DES INONDATIONS, ET D'UNE MANIERE GENERALE, DES EXCES PLUVIOMETRIQUES. A CET EGARD, LA CONFERENCE A SALUE L'EFFORT DEJA FOURNI PAR LA FRANCE POUR SOUTENIR LE PROGRAMME D'ACTION DES PAYS DU SAHEL DANS-LE-CADRE DU CILSS TANT DANS LE DOMAINE DU DEVELOPPEMENT QUE DANS CELUI DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE PREVUE PAR CET ORGANISME. LA CONFERENCE A NOTE EN_OUTRE AVEC INQUIETUDE QUE LES PROBLEMES DE LA DESERTIFICATION ET DE LA DEGRADATION DES SOLS SONT DANS UNE LARGE MESURE, LES CONSEQUENCES DE L'UTILISATION EXCESSIVE DE LA VEGETATION COMME SOURCE EXCLUSIVE D'ENERGIE ET A PRECONISE A CET EFFET LE RECOURS A LA VULGARISATION DE L'ENERGIE SOLAIRE POUR ASSURER LES BESOINS DE CHAUFFAGE

-\

AU SUJET DES PROBLEMES SPECIFIQUES DES PAYS ENCLAVES OU SANS LITTORAL, LA CONFERENCE A RECOMMANDE LA CONCLUSION DES ARRANGEMENTS PARTICULIERS DANS-LE-CADRE BILATERAL EN_VUE DE S'ACCORDER MUTUELLEMENT LES FACILITES DE TRANSIT, LE RENFORCEMENT DE LA COOPERATION REGIONALE ET INTERNATIONALE POUR LA CREATION DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET DE COMMUNICATION. IL A ETE DEMANDE PARTICULIEREMENT A LA FRANCE D'ACCORDER L'ATTENTION VOULUE AUX PROBLEMES DES PAYS ENCLAVES DANS SES RELATIONS BILATERALES AVEC LES PAYS CONCERNES ET D'ETRE LEUR INTERPRETE AUPRES DE SES PARTENAIRES DES PAYS INDUSTRIALISES DISPENSATEURS D'AIDE. LA CONFERENCE A ENFIN DEMANDE QU'UNE AIDE SPECIALE D'URGENCE SOIT ENVISAGEE EN_FAVEUR DE CEUX DES ETATS MEMBRES ENCLAVES FORTEMENT EPROUVES PAR DES EVENEMENTS CONJONCTURELS D'ORIGINE EXTERNE QUI PERTURBENT SERIEUSEMENT LEUR DEVELOPPEMENT. LA CONFERENCE A DE MEME PROCÉDE A L'EXAMEN ATTENTIF DES PROBLEMES DES PAYS INSULAIRES DONC ENCLAVES DU FAIT DE LEUR ELOIGNEMENT DES COURANTS REGULIERS DES TRANSPORTS. APRES AVOIR PROCÉDE A UN ECHANGE_DE_VUE SUR LE

ROLE DES ORGANISATIONS REGIONALES EN AFRIQUE, LA CONFERENCE A NOTE AVEC SATISFACTION LES BONNES DISPOSITIONS DE LA FRANCE A SOUTENIR LES EFFORTS DES PAYS AFRICAINS EN_VUE DE METTRE SUR PIED LES ORGANISATIONS REGIONALES DE COOPERATION ECONOMIQUE

-\

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE A EXPOSE LES RAISONS QUI JUSTIFIENT UN RESSERREMENT DES SOLIDARITES QUI UNISSENT LES ETATS EUROPEENS, AFRICAINS ET ARABES. IL A NOTAMMENT RELEVE QUE LES TROIS ENSEMBLES DE L'EUROPE OCCIDENTALE, DE L'AFRIQUE ET DU PROCHE-ORIENT ETAIENT DAVANTAGE LIES ENTRE EUX QU'AVEC AUCUNE AUTRE PARTIE DU MONDE. LE PRESIDENT GISCARD D'ESTAING A EXPLICITE LES GRANDES LIGNES DES PROPOSITIONS MISES EN AVANT POUR LA FRANCE, QUI PREVOIENT UNE APPROCHE GLOBALE ET POLITIQUE, CONCRETISEE NOTAMMENT PAR UNE RENCONTRE AU SOMMET DES PAYS EUROPEENS, AFRICAINS ET ARABES. LA CONFERENCE A FAIT SIEN CE PROJET ET A ENCOURAGE LE CHEF_DE_L_ETAT FRANCAIS A POURSUIVRE LES CONTACTS A SON SUJET AVEC LES DIRIGEANTS DE TOUS LES ETATS INTERESSES

-\

CONFORMEMENT A LA MISSION QUI LUI AVAIT ETE CONFIEE PAR SES PAIRS, A L'ISSUE DU VEME SOMMET FRANCO - AFRICAIN DE PARIS, LE PRESIDENT LEOPOLD SEDAR SENHOR A PRESENTE A LA VIEME CONFERENCE SON RAPPORT ASSORTI DE PROPOSITIONS PRECISES, AU SUJET DU PROJET D'UNE RENCONTRE DES CHEFS_D_ETAT ET DE GOUVERNEMENT DES PAYS ENTIEREMENT OU PARTIELLEMENT DE LANGUE FRANCAISE `AUPELF`, DANS-LE-CADRE D'UNE STRUCTURE DISTINCTE DE LA CONFERENCE FRANCO - AFRICAINE. LA CONFERENCE, APRES AVOIR SOULIGNE LA QUALITE DE CE TRAVAIL ET DES PROPOSITIONS QU'IL CONTENAIT A PRIS NOTE DE CES PROPOSITIONS ET DEMANDE A CHAQUE ETAT FRANCOPHONE PARTICIPANT, DE FAIRE PART AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL DE SON AVIS SUR LES DITES PROPOSITIONS. LA CONFERENCE A SUGGERE QUE L'ENSEMBLE DU DOSSIER SOIT COMMUNIQUE AUX AUTRES ETATS FRANCOPHONES ET LAISSE AU PRESIDENT LEOPOLD SEDAR SENHOR LE SOIN DE PRENDRE PAR LA SUITE LES INITIATIVES DESTINEES A POURSUIVRE CETTE MISSION. RENDANT _COMPTE D'UN MANDAT QUI LUI AVAIT ETE CONFIE PAR LE VEME SOMMET FRANCO - AFRICAIN DE PARIS, LE PRESIDENT LEOPOLD SEDAR SENHOR A PRESENTE UN RAPPORT SUR LES PROBLEMES DE SECURITE. APRES AVOIR PRIS ACTE DE CE RAPPORT ET FELICITE SON AUTEUR, LA CONFERENCE A INSISTE SUR LA NECESSITE DE LA SECURITE DES ETATS AFRICAINS POUR ASSURER LEUR DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

-\

APRES UN LARGE ECHANGE_DE_VUES SUR LA QUESTION, LA CONFERENCE A INSISTE SUR L'ESPRIT DE SOLIDARITE ENTRE SES MEMBRES ET A SOUHAITE QUE DES ACTIONS CONCRETES SOIENT _ENTREPRISES DANS-CE-CADRE AU-SEIN DE L'OUA ET INSTANCES REGIONALES. LA CONFERENCE A DONNE SON APPUI UNANIMEMENT A L'INCLUSION DE LA REPUBLIQUE DE DJIBOUTI PARMIS LES PAYS LES MOINS AVANCES AUXQUELS LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE DOIT ACCORDER UNE ATTENTION PARTICULIERE DU FAIT DE LEUR BAS NIVEAU DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE. LA CONFERENCE FRANCO - AFRICAINE A EXPRIME LE SOUHAIT DE SE Doter D'UN SECRETARIAT ADMINISTRATIF LEGER DONT ELLE A CONFIE L'ETUDE AUX REPRESENTANTS DES PAYS SUIVANTS : BENIN, COTE_D_IVOIRE, FRANCE, GABON, NIGER, RWANDA ET SENEGAL. EN ATTENDANT LES CONCLUSIONS DE CETTE ETUDE LA CONFERENCE A CHARGE LE MINISTRE FRANCAIS DES AFFAIRES ETRANGERES `JEAN FRANCOIS-PONCET` D'ASSURER LE SECRETARIAT. LES CHEFS_D_ETAT, LES CHEFS DE GOUVERNEMENT ET LES CHEFS DE DELEGATION SE SONT FELICITES DE L'ATMOSPHERE EMPREINTE DE CORDIALITE DE LEUR RENCONTRE DE KIGALI ET ONT TENU A EXPRIMER AU GENERAL-MAJOR HABYARIMANA

JUVENAL, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE RWANDAISE ET PRESIDENT-FONDATEUR DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT, A SON GOUVERNEMENT ET A SON PEUPLE, LEUR VIVE GRATITUDE POUR AVOIR PERMIS LE DEROULEMENT NORMAL DU VIEME SOMMET FRANCO - AFRICAIN, MALGRE LES DIFFICULTES LIEES A LA SITUATION CONJONCTURELLE REGNANT DANS LA REGION. ILS ONT ACCEPTE L'INVITATION QUI LEUR A ETE ADRESSEE PAR LE CHEF_DE_L_ETAT FRANCAIS, DE TENIR LEUR PROCHAINE CONFERENCE EN 1980 `ANNEE` EN FRANCE ET CELLE LEUR FAITE PAR LE CHEF_DE_L_ETAT ZAIROIS DE TENIR LA CONFERENCE DE 1981 AU ZAIRE

-\